

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL portant mise en demeure Maître Pierre-Alexandre Leca ès qualité de liquidateur judiciaire de la société Imprimerie de la Presse Judiciaire et Périodique du Sud-Est (IPJPSE) sise au Muy, anciennement dénommée RICCOBONO OFFSET PRESSE, de respecter les prescriptions relatives à la cessation d'activité

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L171-8, L172-1, L511-1 ;

Vu les articles R512-39-2 et R512-39-3 du code de l'environnement dans leur rédaction applicable aux cessations d'activité déclarées avant le 1^{er} juin 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mai 2013 portant autorisation d'exploiter les installations d'imprimerie par la société RICCOBONO OFFSET PRESSE sur la commune du Muy ;

Vu la notification de cessation d'activité du 28 mars 2022 de la société Imprimerie de la Presse Judiciaire et Périodique du Sud-Est (IPJPSE) anciennement dénommée RICCOBONO OFFSET PRESSE, sise, 115 chemin des Valettes, 83490 Le Muy, adressée au préfet par Maître Pierre-Alexandre LECA, en qualité de mandataire liquidateur, dont l'étude est située, 13 rue de la République, 83300 Draguignan ;

Vu le courrier du préfet du 19 mai 2022 indiquant à Maître Pierre-Alexandre LECA, ès-qualité de mandataire liquidateur, que la cessation d'activité de la société IPJPSE doit intervenir en application de l'article R512-39-1 du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu le rapport du 23 juin 2022 de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur – unité départementale du Var, faisant suite à la visite d'inspection du 21 juin 2022, et les justificatifs présentés par le propriétaire des terrains établissant que la mise en sécurité du site a été valablement réalisée ;

Vu la communication, le 23 août 2024, par courrier recommandé avec accusé de réception, au mandataire liquidateur qui assure l'administration des biens de l'exploitant, du rapport de visite d'inspection et du projet d'arrêté de mise en demeure, valant procédure contradictoire au sens des articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement, de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur – unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var ;

Vu l'absence de réponse du mandataire liquidateur au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant qu'il appartient au mandataire liquidateur de mettre en œuvre la procédure de cessation d'activité des installations exploitées par la société IPJPSE, placée en liquidation judiciaire par jugement du 28 mars 2022 ;

Considérant que l'article L641-9 du code du commerce énonce que « *Le jugement qui ouvre ou prononce la liquidation judiciaire emporte de plein droit, à partir de sa date, dessaisissement pour le débiteur de l'administration et de la disposition de ses biens composant le patrimoine engagé par l'activité professionnelle, même de ceux qu'il a acquis à quelque titre que ce soit tant que la liquidation judiciaire n'est pas clôturée. Les droits et actions du débiteur concernant son patrimoine sont exercés pendant toute la durée de la liquidation judiciaire par le liquidateur.* »

Considérant que la société IPJPSE anciennement dénommée RICCOBONO OFFSET PRESSE n'a pas réalisé le mémoire de réhabilitation défini à l'article R512-39-3 du code de l'environnement, dans sa rédaction antérieure au 1^{er} juin 2022 ;

Considérant que ce manquement ne permet pas de s'assurer de l'absence d'une pollution susceptible de compromettre l'usage futur des sols ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions combinées des articles L641-9 du code du commerce et de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure Maître Pierre-Alexandre LECA, en tant qu'exploitant ès-qualité de la société IPJPSE de respecter les prescriptions des articles R512-39-2 et R512-39-3 du code de l'environnement dans leur rédaction précédant le 1^{er} juin 2022, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du même code ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

Maître Pierre-Alexandre LECA, en tant qu'exploitant ès-qualité de la société Imprimerie de la Presse Judiciaire et Périodique du Sud-Est, SIRET 30563630000017, sise, 115 chemin des Valettes, 83490 Le Muy, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles R512-39-2 et R512-39-3 susvisés du code de l'environnement.

Les actions correspondantes et les délais afférents sont définis ci-dessous :

- **sous un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant produira la copie du courrier de transmission au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale, compétent en matière d'urbanisme, et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, des plans du site ainsi que des propositions sur le type d'usage futur du site ;
- **sous un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant produira un mémoire de réhabilitation comportant a minima une étude historique et documentaire, une étude de vulnérabilité des milieux, réalisé par un bureau d'études qualifié. Les méthodes de la norme NF X31-620-2 de décembre 2018 concernant les « prestations de services relatives aux sites et sols pollués » constituent un référentiel technique pertinent pour élaborer ce mémoire de réhabilitation.

Article 2 : Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de Maître Pierre-Alexandre LECA, en tant qu'exploitant ès-qualité de la société Imprimerie de la Presse Judiciaire et Périodique du Sud-Est ;

Article 4 : Publicité

La présente décision sera notifiée à M. Pierre-Alexandre LECA en tant qu'exploitant ès-qualité de la société Imprimerie de la Presse Judiciaire et Périodique du Sud Est.

En application de l'article R171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture du Var pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 5 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par M. Pierre-Alexandre LECA en tant qu'exploitant ès-qualité de la société Imprimerie de la Presse Judiciaire et Périodique du Sud-Est, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Var, l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur – unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée, pour information, à la sous-préfète de Draguignan, à la maire du Muy, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var, au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le

18 SEP. 2024

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Lucien GIUDICELLI